



PROCLAMATION

*NOUS, ETIENNE POLVEREL ET LÉGER-FÉLICITÉ SONTNAX;
COMMISSAIRES CIVILS DE LA RÉPUBLIQUE, DÉLÉGUÉS AUX
ILES FRANÇAISES DE L'AMÉRIQUE SOUS LE VENT, POUR Y
RÉTABLIR L'ORDRE ET LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE.*

VOUS l'adresse que nous a faite l'ordonnateur civil, tendante à nous demander de diriger la marche sur le fort que doivent subir les marchandises chargées en France sur le navire américain, l'*Aventure*, capitaine Storerbury, à la consignation de citoyens du Cap qui sont absents.

Attendu la nécessité de prononcer sur le sort desdites marchandises, et sur les propriétés des citoyens qui ont fui de la Colonie, et qui ont lâchement abandonné leur patrie.

Déclarons émigrés tous les citoyens qui ont fui de la Colonie sans autorisation, ni permission, et leurs propriétés, tant mobilières qu'immobilières, appartenir à la République.

Déclarons que les propriétés de ceux qui ont obtenu de nous la permission de s'absenter, et qui ne sont point représentés dans la Colonie, seront régies par l'administration, et les produits versés au trésor public, pour être remis à la disposition des propriétaires, ou de leurs représentants légalement connus.

En conséquence avons ordonné et ordonnons :

Que l'ordonnateur civil s'emparera, sans délai, des propriétés mobilières et immobilières des premiers, au profit de la République;

Qu'il s'emparera également des propriétés mobilières et immobilières des seconds, dont il fera régir et administrer les propriétés immobilières, vendra les propriétés mobilières et périssables, pour le compte de qui il appartiendra, et en fera verser les produits dans le trésor public.

Sera la présente imprimée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin fera, enregistrée à la commission intermédiaire, au conseil supérieur du Cap et dans toutes les municipalités de la province du Nord.

Requérons le gouverneur général, *par interim*, de tenir la main à son exécution, en ce qui le concerne.

Fait au Cap, le 20 juillet 1793, l'an 2 de la République.

POLVEREL, SONTNAX.

Par les commissaires civils de la République.

POITTEVIN, secrétaire adjoint de la commission.

Au Cap, de l'imprimerie de la commission civile de la République.

Coupage conforme à l'original
(Signature)
sur app de la commission

(RPJC)

PROCLAIM

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

200, 187, 186, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 179, 178, 177, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 170, 169, 168, 167, 166, 165, 164, 163, 162, 161, 160, 159, 158, 157, 156, 155, 154, 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 146, 145, 144, 143, 142, 141, 140, 139, 138, 137, 136, 135, 134, 133, 132, 131, 130, 129, 128, 127, 126, 125, 124, 123, 122, 121, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103, 102, 101, 100, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47, 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1.

 Ω

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Smith", "Mary Jones", and "Robert Brown", along with their respective addresses.

